

RETURN BIDS TO:
RETOURNER LES SOUMISSIONS À:
Bid Receiving - PWGSC / Réception des
soumissions - TPSGC
11 Laurier St. / 11, rue Laurier
Place du Portage , Phase III
Core 0B2 / Noyau 0B2
Gatineau
Québec
K1A 0S5
Bid Fax: (819) 997-9776

Request For a Standing Offer
Demande d'offre à commandes

National Master Standing Offer (NMSO)
 Offre à commandes principale et nationale (OCPN)

Canada, as represented by the Minister of Public Works and
 Government Services Canada, hereby requests a Standing Offer
 on behalf of the Identified Users herein.

Le Canada, représenté par le ministre des Travaux Publics et
 Services Gouvernementaux Canada, autorise par la présente,
 une offre à commandes au nom des utilisateurs identifiés
 énumérés ci-après.

Comments - Commentaires

Vendor/Firm Name and Address
Raison sociale et adresse du
fournisseur/de l'entrepreneur

Issuing Office - Bureau de distribution
 Marine Machinery and Services / Machineries et services
 maritimes
 11 Laurier St. / 11, rue Laurier
 6C2, Place du Portage
 Gatineau
 Québec
 K1A 0S5

Title - Sujet Moteur hors-bord, autochtone			
Solicitation No. - N° de l'invitation E60ML-160001/E		Date 2016-09-01	
Client Reference No. - N° de référence du client E60ML-160001		GETS Ref. No. - N° de réf. de SEAG PW-\$\$ML-029-25967	
File No. - N° de dossier 029ml.E60ML-160001		CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME	
Solicitation Closes - L'invitation prend fin at - à 02:00 PM on - le 2016-09-23			Time Zone Fuseau horaire Eastern Daylight Saving Time EDT
Delivery Required - Livraison exigée See Herein			
Address Enquiries to: - Adresser toutes questions à: Guay, Yvan			Buyer Id - Id de l'acheteur 029ml
Telephone No. - N° de téléphone (819)420-2907 ()			FAX No. - N° de FAX (819)956-0897
Destination - of Goods, Services, and Construction: Destination - des biens, services et construction: As per call-up form PWGSC-TPSGC 942 Selon la formule de commande TPSGC-PWGSC 942			
Security - Sécurité This request for a Standing Offer does not include provisions for security. Cette Demande d'offre à commandes ne comprend pas des dispositions en matière de sécurité.			

Instructions: See Herein

Instructions: Voir aux présentes

Vendor/Firm Name and Address Raison sociale et adresse du fournisseur/de l'entrepreneur	
<div></div>	
Telephone No. - N° de téléphone Facsimile No. - N° de télécopieur	
Name and title of person authorized to sign on behalf of Vendor/Firm (type or print) Nom et titre de la personne autorisée à signer au nom du fournisseur/ de l'entrepreneur (taper ou écrire en caractères d'imprimerie)	
Signature	Date

**Demande d'offres à commandes (DOC)
pour des moteurs hors-bord, en-bord et semi-hors-bord
de marques Yamaha, Mercury, Mercury Mercruiser, Evinrude et Volvo Penta
auprès des entreprises autochtones
pour le Gouvernement du Canada**

TABLE DES MATIÈRES

PARTIE 1 – RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX	3
1.1 INTRODUCTION.....	3
1.2 SOMMAIRE	3
1.3 COMPTE RENDU.....	4
PARTIE 2 – INSTRUCTIONS À L'INTENTION DES OFFRANTS.....	5
2.1 INSTRUCTIONS, CLAUSES ET CONDITIONS UNIFORMISÉES	5
2.2 PRÉSENTATION DES OFFRES.....	5
2.3 DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS – DEMANDE D'OFFRES À COMMANDES	5
2.4 LOIS APPLICABLES	5
PARTIE 3 – INSTRUCTIONS POUR LA PRÉPARATION DES OFFRES.....	6
3.1 INSTRUCTIONS POUR LA PRÉPARATION DES OFFRES	6
PARTIE 4 – PROCÉDURES D'ÉVALUATION ET MÉTHODE DE SÉLECTION	8
4.1 PROCÉDURES D'ÉVALUATION	8
4.2 MÉTHODE DE SÉLECTION	9
PARTIE 5 – ATTESTATIONS ET RENSEIGNEMENTS SUPPLÉMENTAIRES	10
5.1 ATTESTATIONS EXIGÉES AVEC L'OFFRE	10
5.2 ATTESTATIONS PRÉALABLES À L'ÉMISSION D'UNE OFFRE À COMMANDES ET RENSEIGNEMENTS SUPPLÉMENTAIRES	11
PARTIE 6 – OFFRE À COMMANDES ET CLAUSES DU CONTRAT SUBSÉQUENT.....	13
A. OFFRE À COMMANDES	13
1. OFFRE.....	13
2. EXIGENCES RELATIVES À LA SÉCURITÉ.....	13
3. CLAUSES ET CONDITIONS UNIFORMISÉES	13
4. DURÉE DE L'OFFRE À COMMANDES	14
5. RESPONSABLES.....	14
6. UTILISATEURS DÉSIGNÉS	15
7. PROCÉDURES POUR LES COMMANDES	15
8. INSTRUMENT DE COMMANDE	16
9. LIMITE DES COMMANDES SUBSÉQUENTES	16
10. ORDRE DE PRIORITÉ DES DOCUMENTS	16
11. ATTESTATIONS ET RENSEIGNEMENTS SUPPLÉMENTAIRES	16
12. LOIS APPLICABLES	16
13. LISTES DE PRIX	16
14. EXIGENCES LINGUISTIQUES.....	17
B. CLAUSES DU CONTRAT SUBSÉQUENT	18
1. BESOIN.....	18

N° de l'invitation - Sollicitation No.
E60ML-160001/E
N° de réf. du client - Client Ref. No.
E60ML-160001

N° de la modif - Amd. No.
File No. - N° du dossier
029ml.E60ML-160001

Id de l'acheteur - Buyer ID
029ml
N° CCC / CCC No./ N° VME - FMS

2.	CLAUSES ET CONDITIONS UNIFORMISÉES	18
3.	DURÉE DU CONTRAT	18
4.	PAIEMENT	18
5.	INSTRUCTIONS POUR LA FACTURATION.....	19
6.	ASSURANCES – AUCUNE EXIGENCE PARTICULIÈRE	19
7.	CLAUSES DU GUIDE DES CCUA	19
8.	RETOURS DE LIVRAISON.....	19
9.	EXPÉDITION	19
10.	LIMITATION DE LA RESPONSABILITÉ DE L'ENTREPRENEUR AU TITRE DE DOMMAGES SUBIS PAR LA CANADA 20	
ANNEXE « A »		21
	BASE DE PAIEMENT	21
ANNEXE « B »		23
	EXIGENCES EN MATIÈRE D'ÉTABLISSEMENT DE RAPPORTS	23
ANNEXE « C » DE LA PARTIE 3 DE LA DEMANDE D'OFFRES À COMMANDES		24
	INSTRUMENTS DE PAIEMENT ÉLECTRONIQUE.....	24

PARTIE 1 – RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

1.1 Introduction

La demande d'offres à commandes (DOC) contient six parties, ainsi que des pièces jointes et des annexes, et elle est divisée comme suit :

- | | |
|----------|--|
| Partie 1 | Renseignements généraux: renferme une description générale du besoin; |
| Partie 2 | Instructions à l'intention des offrants : renferme les instructions relatives aux clauses et conditions de la DOC; |
| Partie 3 | Instructions pour la préparation des offres: donne aux offrants les instructions pour préparer leur offre afin de répondre aux critères d'évaluation spécifiés; |
| Partie 4 | Procédures d'évaluation et méthode de sélection: décrit la façon selon laquelle se déroulera l'évaluation, les critères d'évaluation auxquels on doit répondre, ainsi que la méthode de sélection; |
| Partie 5 | Attestations et renseignements supplémentaires: comprend les attestations et les renseignements supplémentaires à fournir; et |
| Partie 6 | 6A, Offre à commandes, et 6B, Clauses du contrat subséquent : |
| | 6A, contient l'offre à commandes incluant l'offre de l'offrant et les clauses et conditions applicables; |
| | 6B, contient les clauses et les conditions qui s'appliqueront à tout contrat résultant d'une commande subséquente à l'offre à commandes. |

Les annexes comprennent la Base de paiement, Exigences en matière d'établissement de rapports, les Instruments de paiement électronique, et toute autre annexe.

1.2 Sommaire

Stratégie d'approvisionnement auprès des entreprises autochtones (SAEA). Fournir les modèles 2017 des moteurs hors-bord, en-bord et semi-hors-bord de marques Yamaha, Mercury, Mercury Mercruiser, Evinrude et Volvo Penta avec leurs pièces et accessoires auprès des entreprises autochtones aux ministères fédéraux, organismes et sociétés d'État pour des livraisons dans l'ensemble du Canada, à l'exception des zones visées par les ententes sur les revendications territoriales globales (ERTG), sur demande. De plus, des offres à commandes seront émises aux fabricants d'équipement d'origine qui seront pour des livraisons dans l'ensemble du Canada, à l'exception des zones visées par les ERTG. Le présent marché ne comprend pas d'entretien, d'installation, ni de réparation et révision. Dans l'éventualité où un client demande des moteurs hors-bord à livrer dans une zone de ERTG, cet approvisionnement sera traité comme un besoin distinct à l'extérieur des offres à commandes.

La période de l'offre à commandes sera de la date de l'offre à commandes au 31 août 2017.

L'évaluation exige à l'entreprise autochtone d'être sur la liste de la SAEA et un concessionnaire autorisé des marques des fabricants d'équipement d'origine de moteurs hors-bord, en-bord et semi-hors-bord et sera choisi selon le prix recevable le plus bas pour chacune des catégories A, B, C et D. Le prix évalué d'une catégorie contient la somme de tous les modèles 2017 d'une marque.

La présente demande d'offres à commandes (DOC) vise à établir des offres à commandes principales et nationales (OCPN) pour la livraison du besoin décrit dans les présentes aux utilisateurs désignés, et ce, partout au Canada, sauf dans les zones visées par des ententes sur les revendications territoriales globales (ERTG) au Yukon, dans les Territoires du Nord-Ouest, au Nunavut, au Québec et au Labrador. Les produits à livrer dans les zones visées par des ERTG au sein du Yukon, des Territoires du Nord-Ouest, du Nunavut, du Québec, ou du Labrador devront faire l'objet de marchés distincts, attribués en dehors des offres à commandes subséquentes.

Ce marché est réservé dans le cadre de la Stratégie d'approvisionnement auprès des entreprises autochtones du gouvernement fédéral. Pour de plus amples renseignements concernant les exigences requises des entreprises autochtones conformément au Programme de marchés réservés aux entreprises autochtones, consulter l'[Annexe 9.4](#) du Guide des approvisionnements.

Ce marché est exclu des accords commerciaux internationaux en vertu des dispositions de chaque accord relativement aux marchés réservés aux petites entreprises et aux entreprises minoritaires.

Conformément à l'article 1802 de l'Accord sur le commerce intérieur (ACI), l'ACI ne s'applique pas au présent marché.

1.3 Compte rendu

Les offrants peuvent demander un compte rendu des résultats du processus de demande d'offres à commandes. Les offrants devraient en faire la demande au responsable de l'offre à commandes dans les 15 jours ouvrables, suivant la réception des résultats du processus de demande d'offres à commandes. Le compte rendu peut être fourni par écrit, par téléphone ou en personne.

PARTIE 2 – INSTRUCTIONS À L'INTENTION DES OFFRANTS

2.1 Instructions, clauses et conditions uniformisées

Toutes les instructions, clauses et conditions identifiées dans la demande d'offres à commandes (DOC) par un numéro, une date et un titre sont reproduites dans le [Guide des clauses et conditions uniformisées d'achat](https://achatsetventes.gc.ca/politiques-et-lignes-directrices/guide-des-clauses-et-conditions-uniformisees-d-achat) (<https://achatsetventes.gc.ca/politiques-et-lignes-directrices/guide-des-clauses-et-conditions-uniformisees-d-achat>) publié par Travaux publics et Services gouvernementaux Canada.

Les offrants qui présentent une offre s'engagent à respecter les instructions, les clauses et les conditions de la DOC et acceptent les clauses et les conditions de l'offre à commandes et du ou des contrats subséquents.

Le document 2006 (2016-04-04) Instructions uniformisées - demande d'offres à commandes - biens ou services - besoins concurrentiels, sont incorporées par renvoi à la DOC et en font partie intégrante.

2.2 Présentation des offres

Les offres doivent être présentées uniquement au Module de réception des soumissions de Travaux publics et Services gouvernementaux Canada (TPSGC) au plus tard à la date, à l'heure et à l'endroit indiqués à la page 1 de la demande d'offres à commandes.

2.3 Demandes de renseignements – demande d'offres à commandes

Toutes les demandes de renseignements doivent être présentées par écrit au responsable de l'offre à commandes au moins quatre (4) jours civils avant la date de clôture de la demande d'offres à commandes (DOC). Pour ce qui est des demandes de renseignements reçues après ce délai, il est possible qu'on ne puisse pas y répondre.

Les offrants devraient citer le plus fidèlement possible le numéro de l'article de la DOC auquel se rapporte la question et prendre soin d'énoncer chaque question de manière suffisamment détaillée pour que le Canada puisse y répondre avec exactitude. Les demandes de renseignements techniques qui ont un caractère « exclusif » doivent porter clairement la mention « exclusif » vis-à-vis de chaque article pertinent. Les éléments portant la mention « exclusif » feront l'objet d'une discrétion absolue, sauf dans les cas où le Canada considère que la demande de renseignements n'a pas un caractère exclusif. Dans ce cas, le Canada peut réviser les questions ou peut demander à l'offrant de le faire, afin d'en éliminer le caractère exclusif, et permettre la transmission des réponses à tous les offrants. Le Canada peut ne pas répondre aux demandes de renseignements dont la formulation ne permet pas de les diffuser à tous les offrants.

2.4 Lois applicables

L'offre à commandes et tout contrat découlant de l'offre à commandes seront interprétés et régis selon les lois en vigueur en Ontario et les relations entre les parties seront déterminées par ces lois.

À leur discrétion, les offrants peuvent indiquer les lois applicables d'une province ou d'un territoire canadien de leur choix, sans que la validité de leur offre ne soit mise en question, en supprimant le nom de la province ou du territoire canadien précisé et en insérant le nom de la province ou du territoire canadien de leur choix. Si aucun changement n'est indiqué, cela signifie que les offrants acceptent les lois applicables indiquées.

PARTIE 3 – INSTRUCTIONS POUR LA PRÉPARATION DES OFFRES

3.1 Instructions pour la préparation des offres

Le Canada demande que les offrants fournissent leur offre en sections distinctes, comme suit :

Section I : offre technique, une (1) copie papier;

Section II : offre financière, une (1) copie papier; et

Section III: attestations, une (1) copie papier.

Les prix doivent figurer dans l'offre financière seulement. Aucun prix ne doit être indiqué dans une autre section de l'offre.

Le Canada demande que les offrants suivent les instructions de présentation décrites ci-après pour préparer leur offre.

- a) utiliser du papier de 8,5 po x 11 po (216 mm x 279 mm);
- b) utiliser un système de numérotation correspondant à celui de la demande d'offres à commandes.

En avril 2006, le Canada a approuvé une politique exigeant que les ministères et organismes fédéraux prennent les mesures nécessaires pour incorporer les facteurs environnementaux dans le processus d'approvisionnement Politique d'achats écologiques (<http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/ecologisation-greening/achats-procurement/politique-policy-fra.html>). Pour aider le Canada à atteindre ses objectifs, les offrants devraient :

- 1) utiliser du papier de 8,5 po x 11 po (216 mm x 279 mm) contenant des fibres certifiées provenant d'un aménagement forestier durable et contenant au moins 30 % de matières recyclées; et
- 2) utiliser un format qui respecte l'environnement : impression noir et blanc, recto-verso/à double face, broché ou agrafé, sans reliure Cerlox, reliure à attaches ni reliure à anneaux.

Section I : Offre technique

Dans leur offre technique, les offrants devraient expliquer et démontrer comment ils entendent répondre aux exigences et comment ils réaliseront les travaux.

Section II : Offre financière

Les offrants doivent présenter leur offre financière en conformité avec l'annexe « A », Base de paiement. Le montant total des taxes applicables doit être indiqué séparément.

3.1.1 Paiement électronique de factures - offre

Si vous êtes disposés à accepter le paiement de factures au moyen d'instruments de paiement électronique, compléter l'annexe « C » Instruments de paiement électronique, afin d'identifier lesquels sont acceptés.

Si l'annexe « C » Instruments de paiement électronique n'a pas été complétée, il sera alors convenu que le paiement de factures au moyen d'instruments de paiement électronique ne sera pas accepté. L'acceptation des instruments de paiement électronique ne sera pas considérée comme un critère d'évaluation.

N° de l'invitation - Solicitation No.

E60ML-160001/E

N° de réf. du client - Client Ref. No.

E60ML-160001

N° de la modif - Amd. No.

File No. - N° du dossier

029ml.E60ML-160001

Id de l'acheteur - Buyer ID

029ml

N° CCC / CCC No./ N° VME - FMS

3.1.2 Fluctuation du taux de change

Clause du Guide des CCUA [C3011T](#) (2013-11-06) Fluctuation du taux de change

Section III: Attestations

Les offrants doivent présenter les attestations et les renseignements supplémentaires exigés à la Partie 5.

PARTIE 4 – PROCÉDURES D'ÉVALUATION ET MÉTHODE DE SÉLECTION

4.1 Procédures d'évaluation

- a) Les offres seront évaluées par rapport à l'ensemble du besoin de la demande d'offre à commandes incluant les critères d'évaluation techniques et financiers.
- b) Une équipe d'évaluation composée de représentants du Canada évaluera les offres.

4.1.1 Évaluation technique

4.1.1.1 Critères techniques obligatoires

Catégorie A, marque Yamaha : L'entreprise autochtone doit fournir une copie de son entente de concessionnaire pour vendre des modèles 2017 de moteurs hors-bord Yamaha pour des livraisons dans l'ensemble du Canada, à l'exception des zones visées par les ERTG. Les mêmes modèles doivent être disponibles auprès de l'offre à commandes du fabricant d'équipement d'origine. Le Canada se réserve le droit d'ajouter les étoiles du California Air Resource Board pour chaque moteur.

Catégorie B, marques Mercury et Mercury Mercruiser : L'entreprise autochtone doit fournir une copie de son entente de concessionnaire pour vendre des modèles 2017 de moteurs hors-bord, en-bord et semi-hors-bord Mercury et Mercury Mercruiser pour des livraisons dans l'ensemble du Canada, à l'exception des zones visées par les ERTG. Les mêmes modèles doivent être disponibles auprès de l'offre à commandes du fabricant d'équipement d'origine. Le Canada se réserve le droit d'ajouter les étoiles du California Air Resource Board pour chaque moteur.

Catégorie C, marque Evinrude : L'entreprise autochtone doit fournir une copie de son entente de concessionnaire pour vendre des modèles 2017 de moteurs hors-bord Evinrude pour des livraisons dans l'ensemble du Canada, à l'exception des zones visées par les ERTG. Les mêmes modèles doivent être disponibles auprès de l'offre à commandes du fabricant d'équipement d'origine. Le Canada se réserve le droit d'ajouter les étoiles du California Air Resource Board pour chaque moteur.

Catégorie D, marque Volvo Penta : L'entreprise autochtone doit fournir une copie de son entente de concessionnaire pour vendre des modèles 2017 de moteurs en-bord et semi-hors-bord Volvo Penta pour des livraisons dans l'ensemble du Canada, à l'exception des zones visées par les ERTG. Les mêmes modèles doivent être disponibles auprès de l'offre à commandes du fabricant d'équipement d'origine. Le Canada se réserve le droit d'ajouter les étoiles du California Air Resource Board pour chaque moteur.

4.1.2 Évaluation financière

4.1.2.1 Critères financiers obligatoires

Catégorie A, marque Yamaha : L'entreprise autochtone doit soumettre des prix unitaires fermes pour les modèles 2017 de moteurs hors-bord Yamaha pour la période de l'offre à commandes, en dollars canadiens, excluant les taxes applicables, point DDP selon la partie 6B, clause 9, Expédition, incluant les droits de douane et les taxes d'accise canadiens. Le prix évalué de cette catégorie contient la somme des prix de tous les modèles 2017 de cette marque.

Catégorie B, marques Mercury et Mercury Mercruiser : L'entreprise autochtone doit soumettre des prix unitaires fermes pour les modèles 2017 de moteurs hors-bord, en-bord et semi-hors-bord Mercury et Mercury Mercruiser pour la période de l'offre à commandes, en dollars

N° de l'invitation - Solicitation No.
E60ML-160001/E
N° de réf. du client - Client Ref. No.
E60ML-160001

N° de la modif - Amd. No.
File No. - N° du dossier
029ml.E60ML-160001

Id de l'acheteur - Buyer ID
029ml
N° CCC / CCC No./ N° VME - FMS

canadiens, excluant les taxes applicables, point DDP selon la partie 6B, clause 9, Expédition, incluant les droits de douane et les taxes d'accise canadiens. Le prix évalué de cette catégorie contient la somme des prix de tous les modèles 2017 de ces marques.

Catégorie C, marque Evinrude : L'entreprise autochtone doit soumettre des prix unitaires fermes pour les modèles 2017 de moteurs hors-bord Evinrude pour la période de l'offre à commandes, en dollars canadiens, excluant les taxes applicables, point DDP selon la partie 6B, clause 9, Expédition, incluant les droits de douane et les taxes d'accise canadiens. Le prix évalué de cette catégorie contient la somme des prix de tous les modèles 2017 de cette marque.

Catégorie D, marque Volvo Penta : L'entreprise autochtone doit soumettre des prix unitaires fermes pour les modèles 2017 de moteurs en-bord et semi-hors-bord Volvo Penta pour la période de l'offre à commandes, en dollars canadiens, excluant les taxes applicables, point DDP selon la partie 6B, clause 9, Expédition, incluant les droits de douane et les taxes d'accise canadiens. Le prix évalué de cette catégorie contient la somme des prix de tous les modèles 2017 de cette marque.

4.2 Méthode de sélection

L'offre doit respecter les exigences de la demande d'offres à commandes et satisfaire à tous les critères d'évaluation technique et financière obligatoires de sa catégorie pour être déclarée recevable. La recommandation pour l'attribution d'une offre à commandes se fera en fonction de l'offre recevable la plus basse pour chacune des catégories A, B, C et D.

PARTIE 5 – ATTESTATIONS ET RENSEIGNEMENTS SUPPLÉMENTAIRES

Les offrants doivent fournir les attestations et les renseignements supplémentaires exigés pour qu'une offre à commandes leur soit émise.

Les attestations que les offrants remettent au Canada peuvent faire l'objet d'une vérification à tout moment par le Canada. À moins d'indication contraire, le Canada déclarera une offre non recevable, aura le droit de mettre de côté une offre à commandes, ou de mettre l'entrepreneur en défaut s'il est établi qu'une attestation de l'offrant est fausse, sciemment ou non, que ce soit pendant la période d'évaluation des offres, pendant la période de l'offre à commandes, ou pendant la durée du contrat.

Le responsable de l'offre à commandes aura le droit de demander des renseignements supplémentaires pour vérifier les attestations de l'offrant. À défaut de répondre et de coopérer à toute demande ou exigence imposée par le responsable de l'offre à commandes, l'offre sera déclarée non recevable ou entraînera la mise de côté de l'offre à commandes ou constituera un manquement aux termes du contrat.

5.1 Attestations exigées avec l'offre

Les offrants doivent fournir les attestations suivantes dûment remplies avec leur offre.

5.1.1 Dispositions relatives à l'intégrité - déclaration de condamnation à une infraction

Conformément à la *Politique d'inadmissibilité et de suspension* (<http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/ci-if/politique-policy-fra.html>), l'offrant doit présenter avec son offre la documentation exigée, s'il y a lieu, afin que son offre ne soit pas rejetée du processus d'approvisionnement.

5.1.2 Attestations additionnelles requises avec l'offre

5.1.2.1 Marchés réservés aux entreprises autochtones

1. Ce marché est réservé dans le cadre de la Stratégie d'approvisionnement auprès des entreprises autochtones du gouvernement fédéral. Pour de plus amples renseignements concernant les exigences requises des entreprises autochtones conformément au Programme de marchés réservés aux entreprises autochtones, consulter [l'Annexe 9.4](#) du *Guide des approvisionnements*.
2. L'offrant :
 - i. atteste qu'il respecte et continuera de respecter durant toute la durée de l'offre, les exigences décrites à l'annexe mentionnée ci-haut.
 - ii. convient que tout sous-traitant engagé par lui aux fins de la présente offre doit respecter les exigences décrites à l'annexe mentionnée ci-haut.
 - iii. convient de fournir immédiatement au Canada, sur demande, toute preuve attestant de la conformité de quelque sous-traitant que ce soit avec les exigences décrites à l'annexe mentionnée ci-haut.
3. L'offrant doit cocher la case applicable suivante :
 - i. () L'offrant est une entreprise autochtone à propriétaire unique, une bande, une société à responsabilité limitée, une coopérative, une société de personnes ou un organisme sans but lucratif.

OU

- ii. () L'offrant est une coentreprise comprenant deux ou plus de deux entreprises autochtones ou une coentreprise entre une entreprise autochtone et une entreprise non autochtone.

4. L'offrant doit cocher la case applicable suivante:

- i. () L'entreprise autochtone compte moins de six employés à temps plein.

OU

- ii. () L'entreprise autochtone compte six employés ou plus à temps plein.

5. À la demande du Canada, l'offrant doit présenter tout renseignement et toute preuve justifiant la présente attestation. L'offrant doit s'assurer que cette preuve soit disponible pour examen par un représentant du Canada durant les heures normales de travail, lequel représentant du Canada pourra tirer des copies ou des extraits de cette preuve. L'offrant fournira toutes les installations nécessaires à ces vérifications.
6. En déposant une offre, l'offrant atteste que l'information fournie par l'offre pour répondre aux exigences plus haut est exacte et complète.

5.1.2.2 Attestation d'un propriétaire/employé - marchés réservés aux entreprises autochtones

À la demande du responsable de l'offre à commandes, l'offrant doit fournir l'attestation suivante pour chaque propriétaire et employé(e) autochtone:

1. Je suis _____ (*insérer « propriétaire » et/ou « employé(e) à temps plein »*)
de _____ (*insérer le nom de l'entreprise*) et autochtone,
au sens de la définition de [l'Annexe 9.4](#) du *Guide des approvisionnements* intitulée
« Exigences relatives au Programme de marchés réservés aux entreprises autochtones ».
2. Je certifie que l'énoncé précité est vrai et je consens à sa vérification sur demande du Canada.

Nom du propriétaire ou de l'employé(e)

Signature du propriétaire ou de l'employé(e)

Date

5.2 Attestations préalables à l'émission d'une offre à commandes et renseignements supplémentaires

Les attestations et les renseignements supplémentaires énumérés ci-dessous devraient être remplis et fournis avec l'offre mais elles peuvent être fournis plus tard. Si l'une de ces attestations ou renseignements supplémentaires ne sont pas remplis et fournis tel que demandé, le responsable de l'offre à commandes informera l'offrant du délai à l'intérieur duquel les renseignements doivent être fournis. À défaut de fournir les attestations ou les renseignements supplémentaires énumérés ci-dessous dans le délai prévu, l'offre sera déclarée non recevable.

N° de l'invitation - Solicitation No.
E60ML-160001/E
N° de réf. du client - Client Ref. No.
E60ML-160001

N° de la modif - Amd. No.
File No. - N° du dossier
029ml.E60ML-160001

Id de l'acheteur - Buyer ID
029ml
N° CCC / CCC No./ N° VME - FMS

5.2.1 Dispositions relatives à l'intégrité – documentation exigée

Conformément à la *[Politique d'inadmissibilité et de suspension](http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/ci-if/politique-policy-fra.html)* (<http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/ci-if/politique-policy-fra.html>), l'offrant doit présenter la documentation exigée, s'il y a lieu, afin que son offre ne soit pas rejetée du processus d'approvisionnement.

5.2.2 Programme de contrats fédéraux pour l'équité en matière d'emploi – Attestation d'offre

En présentant une offre, l'offrant atteste que l'offrant, et tout membre de la coentreprise si l'offrant est une coentreprise, n'est pas nommé dans la liste des « soumissionnaires à admissibilité limitée du PCF ») du Programme de contrats fédéraux (PCF) pour l'équité en matière d'emploi disponible au bas de la page du site Web *[d'Emploi et Développement social Canada \(EDSC\) – Travail](http://www.edsc.gc.ca/fr/emplois/milieu_travail/droits_personne/equite_emploi/programme_contrats_federaux.page?&_ga=1.152490553.1032032304.1454004848)* (http://www.edsc.gc.ca/fr/emplois/milieu_travail/droits_personne/equite_emploi/programme_contrats_federaux.page?&_ga=1.152490553.1032032304.1454004848).

Le Canada aura le droit de déclarer une offre non recevable ou de mettre de côté l'offre à commandes, si l'offrant, ou tout membre de la coentreprise si l'offrant est une coentreprise, figure dans la liste des « soumissionnaires à admissibilité limitée du PCF » au moment d'émettre l'offre à commandes ou durant la période de l'offre à commandes.

PARTIE 6 – OFFRE À COMMANDES ET CLAUSES DU CONTRAT SUBSÉQUENT

A. OFFRE À COMMANDES

1. Offre

Stratégie d'approvisionnement auprès des entreprises autochtones (SAEA). L'offrant offre de fournir les modèles 2017 des moteurs hors-bord, en-bord et semi-hors-bord de marques Yamaha, Mercury, Mercury Mercruiser, Evinrude et Volvo Penta avec leurs pièces et accessoires auprès des entreprises autochtones aux ministères fédéraux, organismes et sociétés d'État pour des livraisons dans l'ensemble du Canada, à l'exception des zones visées par les ententes sur les revendications territoriales globales (ERTG), sur demande. De plus, des offres à commandes seront émises aux fabricants d'équipement d'origine qui seront pour des livraisons dans l'ensemble du Canada, à l'exception des zones visées par les ERTG. Le présent marché ne comprend pas d'entretien, d'installation, ni de réparation et révision. Dans l'éventualité où un client demande des moteurs hors-bord à livrer dans une zone de ERTG, cet approvisionnement sera traité comme un besoin distinct à l'extérieur des offres à commandes.

2. Exigences relatives à la sécurité

L'offre à commandes ne comporte aucune exigence relative à la sécurité.

3. Clauses et conditions uniformisées

Toutes les clauses et conditions identifiées dans l'offre à commandes et contrat(s) subséquent(s) par un numéro, une date et un titre sont reproduites dans le [Guide des clauses et conditions uniformisées d'achat](https://achatsetventes.gc.ca/politiques-et-lignes-directrices/guide-des-clauses-et-conditions-uniformisees-d-achat) (<https://achatsetventes.gc.ca/politiques-et-lignes-directrices/guide-des-clauses-et-conditions-uniformisees-d-achat>) publié par Travaux publics et Services gouvernementaux Canada.

3.1 Conditions générales

[2005](#) (2016-04-04), Conditions générales – offres à commandes - biens ou services, s'appliquent à la présente offre à commandes et en font partie intégrante.

3.2 Offres à commandes - établissement des rapports

Rapports d'utilisation périodique - offres à commandes

L'offrant doit compiler et tenir à jour des données sur les biens, les services ou les deux fournis au gouvernement fédéral en vertu de contrats découlant de l'offre à commandes. Ces données doivent comprendre tous les achats, incluant ceux payés au moyen d'une carte d'achat du gouvernement du Canada.

L'offrant doit fournir ces données conformément aux exigences en matière d'établissement de rapports décrites à l'annexe « B ». Si certaines données ne sont pas disponibles, la raison doit être indiquée dans le rapport. Si aucun bien ou service n'a été fourni pendant une période donnée, l'offrant doit soumettre un rapport portant la mention « néant ».

Les données doivent être présentées tous les trimestres au responsable de l'offre à commandes.

Voici la répartition des trimestres :

- Premier trimestre : de la date de l'offre à commandes au 30 novembre;
- Deuxième trimestre : du 1^{er} décembre au 28 février;

- Troisième trimestre : du 1^{er} mars au 31 mai; et
- Quatrième trimestre : du 1^{er} juin au 31 août.

Les données doivent être présentées au responsable de l'offre à commandes dans les 30 jours civils suivant la fin de la période de référence.

4. Durée de l'offre à commandes

4.1 Période de l'offre à commandes

Des commandes subséquentes à cette offre à commandes pourront être passées de la date de l'offre à commandes au 31 août 2017.

4.2 Ententes sur les revendications territoriales globales (ERTG)

L'offre à commandes (OC) vise à établir la livraison du besoin décrit en vertu de l'OC aux utilisateurs désignés, et ce, partout au Canada, sauf dans les zones visées par des ententes sur les revendications territoriales globales (ERTG) au Yukon, dans les Territoires du Nord-Ouest, au Nunavut, au Québec et au Labrador. Les produits à livrer dans ces zones devront faire l'objet de marchés distincts, attribués en dehors des offres à commandes subséquentes.

5. Responsables

5.1 Responsable de l'offre à commandes

Le responsable de l'offre à commandes est :

Yvan Guay
Chef d'équipe d'approvisionnement
Travaux publics et Services gouvernementaux Canada
Direction générale des approvisionnements
Direction des systèmes maritimes
Place du Portage, Phase III, 6C2
11 rue Laurier
Gatineau (QC)
K1A 0S5

Téléphone : 819-420-2907

Télécopieur : 819-956-0897

Courriel : Yvan.Guay@tpsgc-pwgsc.gc.ca

Le responsable de l'offre à commandes est chargé de l'émission de l'offre à commandes et de son administration et de sa révision, s'il y a lieu. En tant qu'autorité contractante, il est responsable de toute question contractuelle liée aux commandes subséquentes à l'offre à commandes passées par tout utilisateur désigné.

5.2 Chargé de projet

Le chargé de projet pour l'offre à commandes est identifié dans la commande subséquente à l'offre à commandes.

Le chargé de projet représente le ministère ou organisme pour lequel les travaux sont exécutés dans le cadre d'une commande subséquente à l'offre à commandes. Il est responsable de toutes les questions liées au contenu technique des travaux prévus dans le contrat subséquent.

N° de l'invitation - Solicitation No.
E60ML-160001/E
N° de réf. du client - Client Ref. No.
E60ML-160001

N° de la modif - Amd. No.
File No. - N° du dossier
029ml.E60ML-160001

Id de l'acheteur - Buyer ID
029ml
N° CCC / CCC No./ N° VME - FMS

5.3 Représentant de l'offrant

Nom : _____

Titre : _____

Téléphone : _____

Télécopieur : _____

Courriel : _____

6. Utilisateurs désignés

Les utilisateurs désignés autorisés à passer des commandes subséquentes à l'offre à commandes comprennent les ministères fédéraux, organismes ou sociétés d'État mentionnés dans les annexes I, I.1, II, III de la [Loi sur la gestion des finances publiques](#), L.R., 1985, ch. F-11.

7. Procédures pour les commandes

Pour leurs commandes, les utilisateurs désignés peuvent utiliser une (1) des deux (2) procédures suivantes afin de sélectionner un offrant :

a) la moins disante

Un utilisateur désigné peut choisir de sélectionner un offrant selon la solution la moins disante.

Pour déterminer la solution la moins disante, un utilisateur doit remplir la condition suivante :

- au moins deux articles techniquement recevables doivent être disponibles et la sélection de l'article doit s'effectuer selon la solution la moins disante techniquement recevable.

Lorsque la solution la moins disante est choisie afin de sélectionner un offrant, l'utilisateur désigné est responsable de consigner au dossier cette condition.

b) la solution la plus rentable qui n'est pas la moins disante

Un utilisateur désigné peut choisir de sélectionner un offrant selon la solution la plus rentable qui n'est pas la moins disante.

Pour déterminer la solution la plus rentable qui n'est pas la moins disante, un utilisateur peut tenir compte des facteurs suivants :

- la compatibilité avec les stocks existants;
- le délai de livraison requis;
- la proximité des concessionnaires (pour l'entretien dans les régions éloignées);
- la constance du soutien des concessionnaires (rendement des fournisseurs);
- la disponibilité des pièces et des manuels;
- les frais d'exploitation;
- les frais d'entretien;
- la décision du client de s'approvisionner en vertu de la Stratégie d'approvisionnement auprès des entreprises autochtones.

Lorsque la solution la plus rentable qui n'est pas la moins disante est choisie afin de sélectionner un offrant, l'utilisateur désigné est responsable de consigner au dossier ces facteurs.

8. Instrument de commande

Les travaux seront autorisés ou confirmés par le ou les utilisateurs désignés par l'entremise du formulaire PWGSC-TPSGC 942, Commande subséquente à une offre à commandes, ou formulaire électronique.

9. Limite des commandes subséquentes

Les commandes individuelles subséquentes à l'offre à commandes ne doivent pas dépasser 80 000 \$ (taxes applicables incluses) lorsque la solution la moins disante est choisie.

Les commandes individuelles subséquentes à l'offre à commandes ne doivent pas dépasser 40,000 \$ (taxes applicables incluses) lorsque la solution la plus rentable qui n'est pas la moins disante est choisie.

10. Ordre de priorité des documents

En cas d'incompatibilité entre le libellé des textes énumérés dans la liste, c'est le libellé du document qui apparaît en premier sur la liste qui l'emporte sur celui de tout autre document qui figure plus bas sur la liste.

- a) la commande subséquente à l'offre à commandes, incluant les annexes;
- b) les articles de l'offre à commandes;
- c) les conditions générales 2005 (2016-04-04), Conditions générales - offres à commandes - biens ou services;
- d) les conditions générales 2010A (2016-04-04) Conditions générales - biens (complexité moyenne);
- e) l'Annexe « A », Base de paiement;
- f) l'Annexe « B », Exigences en matière d'établissement de rapports;
- g) l'offre de l'offrant en date du _____ (Le responsable de l'offre à commandes insérera la date de l'offre précisée par l'offrant dans son offre).

11. Attestations et renseignements supplémentaires

11.1 Conformité

À moins d'indication contraire, le respect continu des attestations fournies par l'offrant avec son offre ou préalablement à l'émission de l'offre à commandes (OC), ainsi que la coopération constante quant aux renseignements supplémentaires, sont des conditions d'émission de l'OC et le non-respect constituera un manquement de la part de l'offrant. Les attestations pourront faire l'objet de vérifications par le Canada pendant toute la durée de l'offre à commandes et de tout contrat subséquent qui serait en vigueur au-delà de la période de l'OC.

12. Lois applicables

L'offre à commandes et tout contrat découlant de l'offre à commandes doivent être interprétés et régis selon les lois en vigueur _____ (Le responsable de l'offre à commandes insérera la loi de la province ou du territoire précisée par l'offrant dans son offre, s'il y a lieu) et les relations entre les parties seront déterminées par ces lois.

13. Listes de prix

Clause du Guide des CCUA M3000C (2006-08-15), Listes de prix

N° de l'invitation - Solicitation No.
E60ML-160001/E
N° de réf. du client - Client Ref. No.
E60ML-160001

N° de la modif - Amd. No.
File No. - N° du dossier
029ml.E60ML-160001

Id de l'acheteur - Buyer ID
029ml
N° CCC / CCC No./ N° VME - FMS

14. Exigences linguistiques

L'offrant doit fournir les documents sur l'équipement, les notices techniques d'utilisation et les consignes de sécurité dans les deux langues officielles du Canada, le français et l'anglais.

B. CLAUSES DU CONTRAT SUBSÉQUENT

Les clauses et conditions suivantes s'appliquent et font partie intégrante de tout contrat résultant d'une commande subséquente à l'offre à commandes.

1. Besoin

L'entrepreneur doit fournir les articles décrits dans la commande subséquente à l'offre à commandes.

2. Clauses et conditions uniformisées

2.1 Conditions générales

[2010A](#) (2016-04-04) Conditions générales - biens (complexité moyenne) s'appliquent au contrat et en font partie intégrante.

(Le responsable de l'offre à commandes insérera la clause suivante lorsque les paiements par carte de crédit sont acceptés par l'offrant.)

L'article 16, Intérêt sur les comptes en souffrance, de [2010A](#) (2016-04-04) Conditions générales - biens (complexité moyenne) ne s'applique pas aux paiements faits par carte de crédit.

3. Durée du contrat

3.1 Date de livraison

La livraison doit se faire dans un délai de _____ jours civils (Le responsable de l'offre à commandes insérera le nombre de jours civils offert par l'offrant.) à compter de la date de réception de la commande subséquente à l'offre à commandes, ou pour les articles en rupture de stock, selon la date de livraison offerte par l'offrant au moment de la commande subséquente à l'offre à commandes.

4. Paiement

4.1 Base de paiement – Prix unitaire(s) ferme(s)

À condition de remplir de façon satisfaisante toutes ses obligations en vertu de la commande subséquente à une offre à commandes, l'entrepreneur sera payé un(des) prix unitaire(s) ferme(s) précisé(s) dans la commande subséquente à une offre à commandes. Les droits de douane sont inclus et les taxes applicables sont en sus.

Les prix unitaires fermes de l'offre à commandes sont indiqués à l'Annexe « A », Base de paiement. Les droits de douane sont inclus et les taxes applicables sont en sus. Les points DDP sont selon la partie B, clause 9, Expédition.

Le Canada ne paiera pas l'entrepreneur pour tout changement à la conception, toute modification ou interprétation des travaux, à moins que ces changements à la conception, ces modifications ou ces interprétations n'aient été approuvés par écrit par l'autorité contractante avant d'être intégrés aux travaux.

4.2 Limite de prix

Clause du Guide des CCUA [C6000C](#) (2011-05-16) Limite de prix

4.3 Paiements multiples

Clause du Guide des CCUA [H1001C](#) (2008-05-12) Paiements multiples

4.4 Paiement électronique de factures – commande subséquente

(Le responsable de l'offre à commandes reproduira l'information tirée de l'annexe « C » Instruments de paiement électronique, acceptés par l'offrant et renumérottera en conséquence.)

L'entrepreneur accepte d'être payé au moyen de l'un des instruments de paiement électronique suivants :

- a. Carte d'achat Visa ;
- b. Carte d'achat MasterCard ;
- c. Dépôt direct (national et international) ;
- d. Échange de données informatisées (EDI) ;
- e. Virement télégraphique (international seulement) ;
- f. Système de transfert de paiements de grande valeur (plus de 25 M\$)

5. Instructions pour la facturation

L'entrepreneur doit soumettre ses factures conformément à l'article intitulé « Présentation des factures » des conditions générales. Les factures ne doivent pas être soumises avant que tous les travaux identifiés sur la facture soient complétés.

6. Assurances – aucune exigence particulière

Clause du Guide des CCUA [G1005C](#) (2016-01-28) Assurances – aucune exigence particulière

7. Clauses du Guide des CCUA

[A3000C](#) (2014-11-27) Attestation du statut d'entreprise autochtone

[B7500C](#) (2006-06-16) Marchandises excédentaires

[D3010C](#) (2016-01-28) Livraison de marchandises dangereuses/produits dangereux

[D3014C](#) (2007-11-30) Transport de marchandises dangereuses/produits dangereux

[D3015C](#) (2014-09-25) Marchandises dangereuses / produits dangereux - conformité de l'étiquetage et de l'emballage

[D9002C](#) (2007-11-30) Ensembles incomplets

8. Retours de livraison

L'autorisation préalable du proposant est exigée avant qu'un destinataire puisse retourner toute livraison.

9. Expédition

1. Pour les moteurs expédiés à des points desservis par camion ou par train : les marchandises seront expédiées au point de destination précisé dans tout contrat résultant d'une commande subséquente à une offre à commandes et seront livrées DDP rendu droits acquittés (**au lieu de la destination convenu dans le contrat**) selon les Incoterms 2000. Le proposant sera responsable de l'ensemble des frais de livraison et d'administration, de tous les coûts et risques liés au transport, ainsi que du paiement des droits de douane et des taxes. Au delà de ce point, les coûts de transport sont en sus et à la responsabilité du consignataire.

2. Pour les moteurs expédiés à des points comprenant une route aérienne ou une voie navigable : les marchandises seront expédiées au point de destination précisé dans tout contrat résultant d'une commande subséquente à une offre à commandes et seront livrées FCA franco transporteur (**au lieu de l'installation de l'offrant convenu dans le contrat**) selon les Incoterms 2000. Le Canada sera responsable de l'ensemble des frais de livraison et d'administration, de tous les coûts et risques liés au transport, ainsi que du dédouanement et des droits de douane (s'il y a lieu). Les frais de transport de la

N° de l'invitation - Solicitation No.
E60ML-160001/E
N° de réf. du client - Client Ref. No.
E60ML-160001

N° de la modif - Amd. No.
File No. - N° du dossier
029ml.E60ML-160001

Id de l'acheteur - Buyer ID
029ml
N° CCC / CCC No./ N° VME - FMS

route terrestre doivent être payés d'avance par l'offrant et doivent être inscrits séparément sur la facture, avec à l'appui, une copie certifiée de la facture de transport acquittée.

3. Pour les pièces et les accessoires : les marchandises seront expédiées au point de destination précisé dans tout contrat résultant d'une commande subséquente à une offre à commandes et seront livrées FCA franco transporteur (**au lieu de l'installation de l'offrant convenu dans le contrat**) selon les Incoterms 2000. Le Canada sera responsable de l'ensemble des frais de livraison et d'administration, de tous les coûts et risques liés au transport, ainsi que du dédouanement et des droits de douane (s'il y a lieu). Les frais de transport doivent être payés d'avance par l'offrant et doivent être inscrits séparément sur la facture, avec à l'appui, une copie certifiée de la facture de transport acquittée.

10. Limitation de la responsabilité de l'entrepreneur au titre de dommages subis par la Canada

1. Cet article s'applique malgré toute autre disposition du contrat et remplace l'article des conditions générales intitulé « Responsabilité ». Toute mention dans cet article de dommages causés par l'entrepreneur comprennent les dommages causés par ses employés, ainsi que ses sous-traitants, ses mandataires, et ses représentants, et leurs employés.

2. Que la réclamation soit fondée contractuellement, sur un délit civil ou un autre motif de poursuite, la responsabilité de l'entrepreneur pour tous les dommages subis par le Canada et causés par l'exécution ou la non-exécution du contrat par l'entrepreneur se limite à **la valeur du contrat découlant d'une commande subséquente à une offre à commandes**. Cette limite ne s'applique pas au cas suivants :

- a) toute violation des droits de propriété intellectuelle;
- b) tout manquement aux obligations de garantie.

3. Chaque partie convient qu'elle est pleinement responsable des dommages qu'elle cause à tout tiers et qui sont reliés au contrat, que la réclamation soit faite envers le Canada ou l'entrepreneur. Si le Canada doit, en raison d'une responsabilité conjointe et individuelle, payer un tiers pour des dommages causés par l'entrepreneur, l'entrepreneur doit rembourser ce montant au Canada.

ANNEXE « A »

BASE DE PAIEMENT

1. À condition de remplir de façon satisfaisante toutes ses obligations en vertu d'un contrat résultant d'une commande subséquente à l'offre à commandes, l'entrepreneur se verra payer un prix ferme en dollars canadiens, droits de douanes canadiens compris, taxes applicables en sus. L'offrant doit conserver ses prix unitaires fermes pour la durée de l'offre à commandes.

- (a) Liste A - Moteurs hors-bord, en-bord et semi-hors-bord Yamaha, Mercury, Mercury Mercruiser, Evinrude et Volvo Penta

Les prix unitaires des moteurs hors-bord, en-bord et semi-hors-bord de marques Yamaha, Mercury, Mercury Mercruiser, Evinrude et Volvo Penta seront selon les prix ci-joints à l'Appendice 1 de l'Annexe « A ».

- (b) Liste B - Pièces et accessoires Yamaha, Mercury, Mercury Mercruiser, Evinrude, Johnson et Volvo Penta

Les prix unitaires des pièces et accessoires de marque Yamaha seront selon les prix publiés dans la liste principale de prix de Yamaha des pièces et accessoires moins un escompte de __%, les éditions des plus récentes au moment de la commande à partir du prix du concessionnaire publié au moment de l'achat.

Les prix unitaires des pièces et accessoires de marques Mercury et Mercury Mercruiser seront selon les prix publiés dans la liste principale de prix de Mercury Marine des pièces et accessoires moins un escompte de __%, les éditions des plus récentes au moment de la commande à partir du prix du concessionnaire publié au moment de l'achat.

Les prix unitaires des pièces et accessoires de marques Evinrude et Johnson seront selon les prix publiés dans la liste principale de prix de BRP US des pièces et accessoires moins un escompte de __%, les éditions des plus récentes au moment de la commande à partir du prix du concessionnaire publié au moment de l'achat.

Les prix unitaires des pièces et accessoires de marque Volvo Penta seront selon les prix publiés dans la liste principale de prix de Volvo Penta des pièces et accessoires moins un escompte de __%, les éditions des plus récentes au moment de la commande à partir du prix du concessionnaire publié au moment de l'achat.

2. Des prix excluant les droits de douanes canadiens seront fournis aux utilisateurs sur demande.

3. Des prix comprenant le coût d'emballage conforme aux bonnes pratiques commerciale en vue d'assurer que la marchandise arrive en parfait état à destination.

4. Les frais de transport sont tels qu'indiqués à l'article 9, Expédition de la partie B.

5. Les frais de manutention payables sur les articles commandés par erreur par les utilisateurs et qui nécessitent d'être retournés en échange d'un crédit ou un remplacement seront calculés comme suit :

- (a) Moteurs (la catégorie de retour sera déterminée par le proposant au moment de l'achat sur demande du Canada)

1) Moteurs en inventaire régulier : ____

N° de l'invitation - Solicitation No.
E60ML-160001/E
N° de réf. du client - Client Ref. No.
E60ML-160001

N° de la modif - Amd. No.
File No. - N° du dossier
029ml.E60ML-160001

Id de l'acheteur - Buyer ID
029ml
N° CCC / CCC No./ N° VME - FMS

- 2) Moteurs en commande spéciale : ____
- (b) Pièces et accessoires (la catégorie de retour sera déterminée par le proposant au moment de l'achat sur demande du Canada)
 - 1) Pièces et accessoires en inventaire régulier : ____
 - 2) Pièces et accessoires en commande spéciale : ____

N° de l'invitation - Solicitation No.
E60ML-160001/E
N° de réf. du client - Client Ref. No.
E60ML-160001

N° de la modif - Amd. No.
File No. - N° du dossier
029ml.E60ML-160001

Id de l'acheteur - Buyer ID
029ml
N° CCC / CCC No./ N° VME - FMS

ANNEXE « B »

EXIGENCES EN MATIÈRE D'ÉTABLISSEMENT DE RAPPORTS

Ces rapports peuvent contenir, entre autres, les renseignements suivants :

- i. le numéro de l'offre à commandes;
- ii. le nom du fournisseur;
- iii. la période visée par le rapport;
- iv. le numéro de la commande subséquente pour chaque commande subséquente, y compris les modifications;
- v. le ministère client;
- vi. l'autorité contractante;
- vii. la date de la commande subséquente;
- viii. la période de la commande subséquente;
- ix. les articles acquis; et
- x. la valeur de la commande subséquente, les taxes applicables comprises.

N° de l'invitation - Solicitation No.
E60ML-160001/E
N° de réf. du client - Client Ref. No.
E60ML-160001

N° de la modif - Amd. No.
File No. - N° du dossier
029ml.E60ML-160001

Id de l'acheteur - Buyer ID
029ml
N° CCC / CCC No./ N° VME - FMS

ANNEXE « C » de la PARTIE 3 de la DEMANDE D'OFFRES À COMMANDES

INSTRUMENTS DE PAIEMENT ÉLECTRONIQUE

L'offrant accepte d'être payé au moyen de l'un des instruments de paiement électronique suivants :

- ☐ Carte d'achat VISA ;
- ☐ Carte d'achat MasterCard ;
- ☐ Dépôt direct (national et international) ;
- ☐ Échange de données informatisées (EDI) ;
- ☐ Virement télégraphique (international seulement) ;
- ☐ Système de transfert de paiements de grande valeur (plus de 25 M\$)